

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

Trimestriel - N° 1/2 - 2022

Hommages à Frédéric GRANSAR

Textes recueillis par
Sophie DESENNE et Bénédicte HÉNON

HOMMAGES À FRÉDÉRIC GRANSAR

Textes réunis par Sophie DESENNE & Bénédicte HÉNON

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

PRÉSIDENT : Daniel PITON

PRÉSIDENT D'HONNEUR : Jean-Louis CADOUX†

VICE-PRÉSIDENT : Didier BAYARD

VICE-PRÉSIDENT D'HONNEUR : Marc DURAND

SECRÉTAIRE : Françoise Bostyn

TRÉSORIER : Christian SANVOISIN

TRÉSORIER ADJOINT : Jean-Marc FÉMOLANT

MEMBRES DE DROIT : Jean-Luc COLLART,

Conservateur général du patrimoine,

conservateur régional de l'archéologie des Hauts-de-France

PASCAL DEPAEPE, INRAP

DANIEL PITON

SIÈGE SOCIAL

600 rue de la Cagne

62170 BERNIEULLES

ADRESSE ADMINISTRATIVE

47 rue du Châtel

F - 60 300 SENLIS

rap.sanvoisin60@orange.fr (commandes - trésorerie)

rap.daniel.piton@orange.fr (publications- questions diverses)

COTISATION

5 € de cotisation

ABONNEMENT 2022

2 numéros annuels 60 €

Attention, les règlements doivent être libellés à l'ordre de

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

LA POSTE LILLE 49 68 14 K

SITE INTERNET

<http://www.revue-archeologique-picardie.fr>

DÉPÔT LÉGAL - novembre 2022

N° ISSN : 0752-5656

Sommaire

SOMMAIRE

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE - TRIMESTRIEL - 2022 - N° 1-2

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Daniel PITON

rap.daniel.piton@orange.fr

ADRESSE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

47 rue du Châtel

F - 60 300 SENLIS

rap.daniel.piton@orange.fr

(questions d'ordre général)

rap.sanvoisin60@orange.fr

(commandes - trésorerie)

LA REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

est publiée avec le concours des Conseils départementaux de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, du Ministère de la Culture (Sous-direction de l'Archéologie ou SRA des Hauts-de-France).

COMITÉ DE LECTURE

Alexandre AUDEBERT, Didier BAYARD,

Tahar BENREDJEB, François BLARY,

Françoise BOSTYN, Nathalie BUCHEZ,

Benoît CLAVEL, Jean-Luc COLLART,

Pascal DEPAEPE, Bruno DESACHY,

Sophie DESENNE,

Hélène DULAROY-LYNCH,

Jean-Pierre FAGNART,

Jean-Marc FÉMOLANT,

Gérard FERCOQ DU LESLAY,

Émilie GOVAL, Nathalie GRESSIER,

Lamys HACHEM, Valérie KOZLOWSKI,

Vincent LEGROS, Jean-Luc LOCHT,

NOËL MAHÉO, François MALRAIN,

Claire Pichard, Estelle PINARD,

Daniel PITON, Marc TALON

CONCEPTION DE LA COUVERTURE

Sophie DESENNE & Bénédicte HÉNON

Carte IGN colorisée ; points oranges :

communes sur lesquelles Frédéric

GRANSAR est intervenu, points rouges :

communes mentionnées dans les articles de

ce volume (à l'exception des sites localisés en

dehors de l'espace géographique représenté).

IMPRIMERIE : GRAPHIUS - GEERS OFFSET

EEKHOUTDRIESSTRAAT 67 - B-9041 GAND

SITE INTERNET

<http://www.revue-archeologique-picardie.fr>

5 • *Préface* par Dominique Garcia

7 • *Un parcours d'archéologue* par Sylvain THOUVENOT.

11 • *Bibliographie de Frédéric Gransar* par Sophie DESENNE, Marc GRANSAR & Nathalie GRESSIER.

21 • *L'archéologie de la vallée de l'Aisne, une aventure scientifique d'un demi-siècle* par Jean-Paul Demoule.

Autour du Néolithique dans la vallée de l'Aisne

37 • *L'occupation néolithique de Menneville, "La Bourguignotte" (Aisne)* par Michael ILETT, Frédéric GRANSAR, Pierre ALLARD, Corrie BAKELS, Lamys HACHEM, Caroline HAMON, Yolaine MAIGROT & Yves NAZE.

79 • *Éparpillés par petits bouts, façon puzzle... Un ensemble funéraire singulier du Néolithique récent à Cuiry-lès-Chaudardes "le Champ Tortu" (Aisne)* par Corinne THEVENET, Caroline COLAS, Frédéric GRANSAR, Ginette AUXIETTE, Yolaine MAIGROT, Laurence MANOLAKAKIS, Yves NAZE.

99 • *Les données archéologiques de la fin du Néolithique dans la vallée de l'Aisne et ses environs* par Caroline COLAS & Richard COTTIAUX.

Autour de l'âge du Fer

133 • *Schlitzgruben et habitat rural enclos du premier âge du Fer à Charly-sur-Marne (Aisne)* par Karin LIBERT, Frédéric GRANSAR & Pascal LE GUEN avec la contribution de Ginette AUXIETTE.

151 • *L'habitat de Limé "le Gros Buisson", une occasion de faire le point sur La Tène moyenne dans la vallée de l'Aisne* par Sylvain THOUVENOT, Sophie DESENNE & Ginette AUXIETTE.

185 • *L'établissement rural La Tène C2/D1 de Rivecourt "le Petit Pâtis" (Oise) - présentation monographique* par Denis MARÉCHAL, Benoît CLAVEL, Muriel FRIBOULET, Benjamin JAGOU, Patrice MÉNIEL & Véronique MATTERNE avec la participation de Béatrice BÉTHUNE, YVON DRÉANO, Stéphane GAUDEFROY Erick MARIETTE & Estelle PINARD.

- 263 • *Des bois conservés sur l'établissement rural de La Tène C2B/D1A de Soupir "La Pointe" (Aisne)* par Bénédicte HÉNON, Blandine LECOMTE-SCHMITT, Ginette AUXIETTE, Marie DERREUMAUX, Frédéric GRANSAR, Cécile MONCHABLON.
- 301 • *Pour un renouveau de l'analyse spatiale des établissements ruraux laténiens* par François MALRAIN, Marie BALASSE, Sammy BEN MAKHAD, Boris BRASSEUR, Anne-Françoise CHEREL, Nicolas GARNIER, Guillaume HULIN, Véronique MATTERNE & Anne-Désirée SCHMITT.
- 323 • *Paléoparasitologie de l'âge du Fer dans l'ouest de l'Europe* par Benjamin DUFOUR & Matthieu LE BAILLY.
- 331 • *Un petit ensemble funéraire gaulois découvert à Villers-Bocage "Quartier Jardin du Petit Bois" (Somme) : mise en perspective avec l'habitat et les découvertes à caractère funéraire contemporaines de la commune* par Nathalie SOUPART & Laurent DUVETTE, en collaboration avec Nathalie DESCHEYER & Gilles LAPERLE.

Autour du stockage et des productions agricoles

- 359 • *Évolution des formes d'habitat et de stockage du Hallstatt à la Tène ancienne entre Suippe et Vesle* par Vincent DESBROSSE, Stéphane LENDA & Florie SPIÈS.
- 381 • *Approche pluridisciplinaire de structures de stockage du début du second âge du Fer du site de Dourges "Le Marais de Dourges" (Pas-de-Calais)* par Geertrui BLANCQUAERT, Cécilia CAMMAS, Viviane CLAVEL, Marie DERREUMAUX & Kai FECHNER.
- 403 • *Stockage intensif en silos et métallurgie du fer en Lorraine du XI^e au III^e siècle avant notre ère* par Sylvie DEFFRESSIGNE.
- 417 • *Un stock céréalier en position primaire (?) découvert dans une ferme laténienne à Sainte-Honorine-la-Chardonnette (communes de Ranville et Hérouvillette, Calvados)* par Étienne JEANNESSON, Véronique Matterne & Pierre GIRAUD.
- 433 • *La pierre au service du grain dans le méandre de Bucy-le-Long (Aisne) à la Protohistoire* par Paul PIVAVET & Cécile MONCHABLON avec la collaboration du Groupe Meules.
- 457 • *Des silos et des hommes. L'éclairage des dépôts de Vénizel "Le Creulet" (Aisne) et de la région* par Valérie DELATTRE & Estelle PINARD.

Varia

- 471 • *L'archéologue, le plateau et le soldat américain* par Guy FLUCHER.

L'ARCHÉOLOGIE DE LA VALLÉE DE L' AISNE UNE AVENTURE SCIENTIFIQUE D'UN DEMI-SIÈCLE

Jean-Paul DEMOULE

Le programme des fouilles archéologiques de la vallée de l'Aisne, principalement préventives, est à la fois une aventure singulière en même temps qu'il illustre un demi-siècle de développement de l'archéologie métropolitaine. Des sites de référence y ont été mis au jour et étudiés, de nouvelles techniques y ont été mises au point, plusieurs générations d'étudiants y ont été formés - dont Frédéric Gransar, à qui cet article et ce volume sont dédiés. En outre, les polémiques n'ont pas manqué à ses débuts, au point d'en laisser encore une trace diffuse dans certaines administrations. Sans prétendre en être le récit exhaustif, le présent article vise à en rappeler quelques points notables, voire quelques leçons à en tirer (voir aussi DUBOULOZ 2008, AUXIETTE & DUBOULOZ 2009).

PRÉLIMINAIRES

Tout a commencé par deux rencontres, elles-mêmes due à un événement historique majeur et indépendant, l'entrée des chars russes à Prague le 21 août 1968, qui mit fin au « Printemps de Prague » et à la dernière tentative de réformer le système politico-économique des pays de l'Est tel qu'il était devenu. C'est en effet cet événement tragique qui poussa le néolithicien tchèque Bohumil Soudský à quitter son pays pour fonder la chaire de Protohistoire à l'université de Paris, qui allait peu de temps après devenir l'université de Paris I - Panthéon Sorbonne.

Bohumil Soudský lorsqu'il arriva en 1970 (d'abord légalement, puis en démissionnant en 1973 de son poste à l'Institut archéologique tchèque) n'était pas un inconnu (DEMOULE 2021). Il fut le premier au monde, sur le site Rubané (ou de la Céramique linéaire) de Bylany, à utiliser dès les années 1950 des engins mécaniques pour décaper la terre arable et parvenir aux niveaux archéologiques pertinents. Il s'agissait à l'époque de scrapers tirés par un tracteur (DEMOULE 2021, fig. 1, p. 75) qui, à l'automne, décapaient l'essentiel des terres et les poussaient sur le côté, laissant cependant une mince couche subsister au-dessus du niveau archéologique intact. Puis on laissait ces sédiments restés sur place geler pendant l'hiver et, au printemps, une armée de travailleuses armées de pelles avançaient de front, évacuant les terres vers des tapis roulants, qui les

déchargeaient à l'extérieur. Alors apparaissaient la foule des trous de poteau des maisons néolithiques, elles-mêmes bordées des fosses de construction où se concentraient l'essentiel de la culture matérielle, dont environ 200 000 tessons de céramique. Ainsi furent fouillés six denses hectares et environ 200 maisons longues. La quantité d'informations avait aussi amené Soudský, là encore pour la première fois au monde, à des traitements mécanographiques dans un premier temps, puis informatiques ensuite, dès le début des années 1960. Il appartenait à une sorte de « collège invisible » international d'archéologues novateurs qui échangeaient leurs expériences pratiques et théoriques et qui marqua fortement la génération de l'auteur de ces lignes, laquelle était frappée, en entrant dans le marché du travail au début des années 1970, du dénuement matériel et intellectuel de l'archéologie métropolitaine (DEMOULE 2012).

À Paris, l'Institut d'art et d'archéologie de la Sorbonne était alors dirigé par Jean Deshayes, professeur d'archéologie orientale et qui avait été condisciple de Soudský pendant leurs années d'étudiants à Paris. Tandis que ledit institut allait être scindé au début des années 1970 entre les universités de Paris I et de Paris IV à la faveur de l'écatement de l'université de Paris (tout court), Jean Deshayes et les autres enseignants décidèrent d'élargir le champ jusque-là relativement restreint des enseignements. Ainsi André Leroi-Gourhan, détenteur de la chaire d'« ethnologie préhistorique » et installé au Musée de l'Homme rejoignit-il avec son équipe le nouvel institut, pendant que d'autres enseignements allaient être développés au fil du temps, notamment en Mésoamérique, en archéologie orientale, en archéologie médiévale, et donc en Protohistoire européenne (soit du Néolithique à l'âge du Fer). Soudský en devint le professeur et l'auteur de ces lignes son assistant - premier poste de ce grade dans cette discipline en France (DEMOULE 2013). La Protohistoire disposait alors en France de deux chaires, celles de Jean-Jacques Hatt à Strasbourg (créée sous l'occupation allemande pour Joachim Werner) et celle de Jacques-Pierre Millotte à Besançon, les deux concentrées sur les âges des Métaux.

À Paris I, tout restait à monter en matière de Protohistoire. Une équipe de recherche fut créée en 1973 sous la direction de Soudský dans le cadre du Centre de recherche archéologique (CRA) du CNRS, lui-même d'abord installé à Ivry-sur-Seine, puis à Valbonne à partir de 1976 : ce fut l'unité de recherche archéologique n° 12 (URA 12). Elle changea ensuite plusieurs fois de nom et est actuellement l'unité mixte de recherche (UMR) 8215 « Trajectoires » sise rue Malher à Paris dans des locaux de l'université (BELLON & MONTAGNE-BÔRRAS 2007). Dans le même temps, un embryon de bibliothèque était peu à peu développé, jusqu'à atteindre environ 20 000 volumes, qui seront ensuite fondus dans la bibliothèque générale de la Maison de l'Archéologie de Nanterre lors de sa création, tandis qu'une nouvelle bibliothèque de Protohistoire sera à son tour mise en place avec l'installation rue Malher de l'UMR 8215.

Enfin il paraissait nécessaire d'ouvrir un chantier-école néolithique, destiné à la formation des étudiants en Protohistoire. C'est là qu'intervint la seconde rencontre.

LES TOUTES PREMIÈRES FOUILLES

En 1971, les postes d'archéologues de collectivité étaient en très petit nombre en France, et de statuts fort divers. Le département de l'Aisne, par l'intermédiaire de son office du tourisme dirigé par Maurice Bruaux, avait pris l'initiative en 1966 de créer deux postes, l'un pour le père jésuite belge René Courtois afin de gérer l'abbaye en ruines de Vaucclair, sur le Chemin des Dames ; l'autre pour Michel Boureux (BOUREUX *et al.* 2017). Ce dernier, issu d'une famille modeste, s'était passionné pour l'archéologie et, autodidacte, rédigeait sous la direction de Franck Bourdier une thèse de géomorphologie consacrée à la vallée de l'Aisne. Il menait des prospections aériennes sur le département et surveillait en même temps la progression des carrières de graviers dans la vallée de l'Aisne (BOUREUX 1972, 1978). Il avait pu ainsi sauver à Cys-la-Commune une tombe rubanée, coffrée et maintenant au Musée d'Archéologie Nationale, une autre à Chassemy, reconnu plusieurs sites de la même époque (AGACHE 1968) et relevé plusieurs plans de maisons rubanées, dont n'étaient en général conservées que les tierces centrales, comme à Cys-la-Commune et à Pernant. C'étaient en fait, avec celles trouvées dans les mêmes conditions par Henri Carré dans la vallée de l'Yonne, les plus anciennes habitations néolithiques du Bassin parisien jamais découvertes alors (BOUREUX & COUDART 1978).

Michel Boureux était donc à la recherche de collaborations universitaires et contacta Michel Brézillon, maître de conférence en Préhistoire auprès d'André Leroi-Gourhan, lequel nous mit en contact et nous nous rendîmes sur place, Soudský

et moi-même, au printemps 1971. À l'évidence, la céramique recueillie sur les différents sites appartenait bien au Rubané récent du Bassin parisien (RRBP), tel que défini par Gérard Bailloud peu de temps auparavant. Quant aux sites, ceux déjà reconnus avaient été détruits par les gravières (fig. 1). Nous nous fîmes d'ailleurs expulser par l'exploitant lors de l'une de nos visites sur la gravière Pailler à Chassemy. Parmi les sites qui pouvaient être intacts figuraient d'après une photographie aérienne, toujours à Chassemy, une sorte de structure rectangulaire, qui pouvait évoquer une maison néolithique avec ses tranchées de fondation continues. Nous organisâmes donc en juillet avec quelques étudiants et mes collègues Alain Schnapp et Serge Cleuziou une brève fouille de contrôle qui permit de découvrir un tesson gallo-romain dans ledit fossé mais aucun vestige néolithique.

Au printemps 1972, Michel Boureux nous fit cette fois visiter le front d'une carrière nouvellement ouverte sur la commune de Cuiry-lès-Chaudardes, où l'on pouvait lire la coupe de plusieurs fosses noires nettement néolithiques. Une fouille fut donc organisée les étés 1972 et 1973, qui révéla le plan clair d'une maison rubanée en partie détruite par la carrière et suggérait que le site devait s'étendre (fig. 2). Le même été, la fouille à Pontavert d'un cercle de l'âge du Bronze, également révélé par



Fig. 1 - Vue des gravières dans la vallée de l'Aisne (photo Michel BOUREUX).

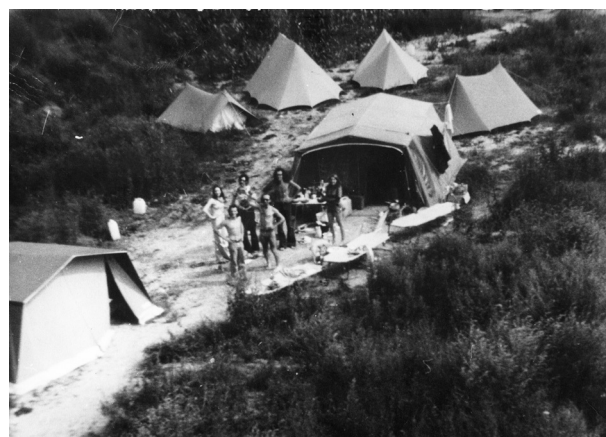


Fig. 2 - Le campement de fouille sur le site de Cuiry-lès-Chaudardes en 1973 (photo Michel BOUREUX).

un cliché aérien, mit au jour plusieurs autres maisons rubanées, pendant qu'à l'automne la surveillance d'un décapage permit à Michel Boureux de découvrir à Villeneuve-Saint-Germain trois nouvelles maisons d'un groupe néolithique un peu plus tardif dont le site allait être l'éponyme - site néanmoins occupé pour l'essentiel par une agglomération de la fin de La Tène, sans doute le *Noviodunum* gaulois dont parle César et à côté duquel les colonisateurs romains allaient implanter la ville d'*Augusta Suessionum*, à l'origine de la ville actuelle de Soissons.

Toutes ces découvertes nous incitèrent à organiser à l'automne 1973, avec plusieurs étudiants dont Anick Coudart, une exposition dans les locaux de l'office du tourisme à Laon. Nous y insistions, outre le résultat des recherches, sur les menaces que faisait peser sur les sites de la vallée le projet (d'ailleurs jamais réalisé depuis) d'une mise au grand gabarit du canal latéral à l'Aisne, dit Seine-Est puisqu'il devait permettre de faire communiquer le réseau fluvial de la Seine avec celui du nord-est de la France et au-delà. Nous propositions de ce fait un programme général de sauvetage (comme on disait à l'époque) régional, au fur et à mesure des diverses destructions. L'exposition et nos explications impressionnèrent favorablement le préfet, à une époque où la décentralisation n'existait pas, lequel fit voter par le Conseil régional une somme de 100 000 francs de l'époque - à peu près autant d'euros d'aujourd'hui. Nous avons obtenu en même temps un contrat de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (la DGRST, embryon du futur ministère de la Recherche) à la suite d'un appel d'offre sur l'informatique en sciences humaines lancé par Jean-Claude Gardin, ce pour quoi Soudský était plus que légitime ; ainsi qu'une autre aide, cette fois pour la décentralisation de notre laboratoire CNRS dans l'Aisne, l'ensemble de ces crédits atteignant environ 300 000 francs de l'époque, donc à peu près autant d'euros d'aujourd'hui. Ce fut le début de nos ennuis.

UNE SITUATION CONFLICTUELLE

En effet, dans le même temps le budget total consacré aux fouilles archéologiques par le ministère de la Culture, et plus précisément par son Bureau des Fouilles et Antiquités (qui allait devenir la Sous-Direction de l'Archéologie mais n'employait à l'époque qu'environ 70 archéologues pour toute la France), ne dépassait pas 2,4 millions de francs. De fait, l'essentiel des crédits était consacré sinon aux fouilles archéologiques à l'étranger, beaucoup plus prestigieuses et financées par le ministère des Affaires étrangères. Le territoire métropolitain était donc surveillé par des archéologues en majorité bénévoles, passionnés mais sans moyens. Cette situation convenait parfaitement aux notables de

l'archéologie, essentiellement les « Directeurs des Antiquités », respectivement « préhistoriques » et « historiques » - lesquelles allaient être regroupées plus tard en un seul « service régional de l'Archéologie » (SRA) dirigé par un conservateur (CRA) au sein des directions régionales des Affaires culturelles (DRAC). Ces directeurs étaient en général, pour les « Antiquités historiques », plutôt des professeurs des universités qui exerçaient cette fonction contre une modeste indemnité (ils étaient donc dits « indemnitaires »), et pour les « Antiquités préhistoriques », souvent d'anciens archéologues amateurs stabilisés sur un poste. Un réseau de bénévoles apportait à chaque directeur les informations sur les découvertes, la plupart du temps fortuites, et les plus actifs recevaient le titre, purement honorifique, de « correspondant des Antiquités ».

Aussi l'apparition dans ce paysage ronronnant, bien que démuni, d'un groupe de tout jeunes archéologues et d'étudiants, réunis autour d'un scientifique « venu du froid » et disposant de crédits incomparablement élevés - même s'ils provenaient d'instances jamais sollicitées jusque-là - fit un peu l'effet d'une bombe. L'utilisation, pour la première fois en France et à partir des leçons de Bylany, d'engins mécaniques pour le décapage des terres arables le fit tout autant, sans compter le fait de payer une partie des vacataires, dans un milieu où le bénévolat était la règle. Enfin, la notion de programme régional heurtait les habitudes d'un système où les autorisations de fouilles étaient délivrées au cas par cas. D'autant que notre programme n'excluait pas de faire des choix, en fonction des urgences et des moyens disponibles. Or il valait mieux à l'époque laisser les sites être détruits sans qu'on cherche à en être informé, plutôt que de choisir, en connaissance de cause, ceux qu'on aurait, ou non, les moyens et le temps de sauver.

Le vénérable Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) qui se réunissait deux fois par an au ministère de la Culture pour saupoudrer les demandes de fouilles de maigres crédits connut alors des séances houleuses. Il y fut décidé de nommer une commission spéciale pour aller régulièrement inspecter les fouilles en cours dans la vallée de l'Aisne et veiller au bon usage de ces nouveaux crédits. On peut citer parmi ses membres les regrettés René Joffroy, Paul-Marie Duval, François Bordes, Henri Delporte, Jean-Jacques Hatt, Jacques-Pierre Millotte, Michel Brézillon, etc. Le directeur des Antiquités préhistorique Roger Agache, par ailleurs prospecteur aérien très méritant, favorable au programme en ses tout débuts, lui devint subitement hostile et arrosa la communauté scientifique de courriers d'une étonnante violence. Henri Delporte fut cependant l'un des premiers à revenir à des sentiments plus objectifs, tandis que le soutien des institutions de tutelle, tout comme

André Leroi-Gourhan, Michel de Boüard ou Roland Martin, sauvèrent le programme. En outre, le décès en janvier 1976 de Bohumil Soudský, gravement cardiaque, imposa ce qu'on pourrait appeler une relative « trêve de la décence », tout comme l'arrivée d'un nouveau sous-directeur de l'archéologie, concomitante du changement de nom de l'ancien « Bureau ». L'équipe de recherche CNRS, de son côté, fut prise en charge par Gérard Bailloud jusqu'à son départ en retraite (DEMOULE 2011), tandis que la chaire universitaire de Protohistoire fut confiée à Marion Lichardus-Itten (fig. 3).

UN PROGRAMME NOVATEUR

Le programme mis peu à peu en place à partir de 1974 avait donc au moins trois caractéristiques relativement nouvelles pour l'époque :

1 - Son caractère régional, afin de déboucher à terme sur des modèles de peuplement pour chaque période, mais aussi de bénéficier d'une logistique centralisée sur toute la zone considérée.

2 - L'utilisation de techniques alors nouvelles qui, si elles se sont ensuite banalisées, étaient alors innovantes-décapages mécaniques, informatisation, enregistrement, marquage systématique des objets découverts, etc.

3 - La recherche de budgets importants, tranchant avec la culture misérabiliste qui avait jusqu'à régné dans l'archéologie métropolitaine. Ces budgets permettaient à la fois de grands décapages sur des fouilles encore programmées, mais aussi de rémunérer une équipe permanente.

Du point de vue du terrain, les fouilles se sont, les premières années, concentrées sur les deux principaux sites, Cuiry-lès-Chaudardes pour le Néolithique et Villeneuve-Saint-Germain pour l'âge du Fer, tandis que de nombreux autres sites étaient en parallèle ouverts, soit qu'ils étaient menacés directement, en général par l'ouverture de nouvelles gravières, soit en pratiquant des sondages préliminaires pour préciser la datation et l'extension des nouveaux découverts - découvertes le plus souvent dues aux prospections aériennes de Michel Boureux. À partir de 1973 fut édité chaque année un volume réunissant l'ensemble des rapports des fouilles réalisées, avec éventuellement des études de matériel, série intitulée *Les Fouilles protohistoriques dans la vallée de l'Aisne* (FPVA) et tirée en plusieurs centaines d'exemplaires. Une partie servait d'échanges avec un certain nombre de revues et de bibliothèques, afin d'enrichir la bibliothèque de Protohistoire. Une trentaine ont été réalisés, jusqu'à ce que la mise en place de la loi sur l'archéologie préventive et de l'Inrap, transforme les procédures (cf. *infra*).

Sur le terrain, la technique de décapage fut mise au point par Anick Coudart, alors doctorante et contractuelle du programme, et par Mike Ilett,

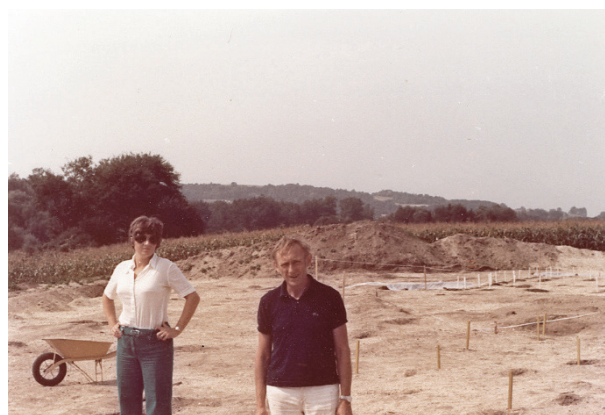


Fig. 3 - Marion Lichardus-Itten et Bohumil Soudský en 1974 sur le site Rubané de Cuiry-lès-Chaudardes (photo Anick COUDART).



Fig. 4 - Décapage à Cuiry-lès-Chaudardes (photo Anick COUDART).

lui-même encore doctorant à Cambridge (fig. 4). Devenue banale depuis lors, elle consistait à utiliser une pelle mécanique procédant à reculons et utilisant un godet lisse, avec un bon conducteur capable d'opérer au centimètre près. On a peine à imaginer qu'à l'époque ce procédé ait pu susciter autant d'émotions de la part des notables de la discipline. Ces décapages ne concernaient cependant que les fouilles programmées. Dans les carrières, un protocole avait été mis au point sans trop de difficulté avec les exploitants : ils procédaient au nécessaire décapage des terres arables, mais avec un godet lisse et en présence d'un archéologue ; et ils prévoyaient un délai de plusieurs semaines, en fonction de la densité des structures mises au jour, avant de commencer l'extraction. Quant à l'informatisation des données, elle ne s'est faite que progressivement. Les ordinateurs n'existaient en effet dans les années 1970 que dans de grands centres de calcul avec lesquels la communication depuis le terrain était très complexe. C'est seulement avec le développement de la micro-informatique à partir des années 1980 que l'enregistrement en temps réel put se développer.

Enfin, troisième caractéristique, une équipe permanente s'est progressivement mise en place, d'abord sur des contrats à durée déterminée, puis avec des postes permanents. Ainsi ont

pu être stabilisés dans un premier temps et dans le cadre du CNRS Anick Coudart, Claude Constantin et Christine Chataignier (cette dernière informaticienne à l'origine, puis partie pour Lyon et le Caucase), tandis que les autres collaborateurs étaient rémunérés sur des contrats courts en fonction des moyens et des besoins, avant qu'une trentaine soient ensuite définitivement stabilisés au fil des années, soit au CNRS, au ministère de la Culture, à l'université, et beaucoup dans le cadre de l'AFAN puis de l'Inrap (voir plus loin). Concrètement, les fouilles principales se tenaient l'été pendant quatre mois, en accueillant jusqu'à une soixantaine de stagiaires bénévoles français ou étrangers (les FPVA en dressaient chaque année la liste exhaustive). Le reste du temps, les interventions étaient ponctuelles en fonction des urgences. Une ferme inoccupée, la ferme de la Tour à Paissy, fut louée à l'année à partir de 1974 pour servir de base permanente (fig. 5).

ESSOR DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Les deux décennies suivantes, jusqu'à la fin du siècle, virent la consolidation et la professionnalisation croissante du programme, il est vrai dans un contexte nouveau. La prise de conscience du retard de l'archéologie préventive en France avait incité à la création en 1977, à la suite du rapport de l'archéologue Jacques Soustelle sur *La Recherche française en archéologie et en anthropologie*, d'un Fond d'intervention pour l'archéologie de sauvetage (FIAS), doté de cinq millions de francs (à peu près autant d'euros d'aujourd'hui), soit le double des crédits usuels du ministère de la Culture. De fait, plusieurs « scandales » archéologiques à Lyon, Marseille, Orléans ou Bourbonne-les-Bains avaient commencé à émouvoir l'opinion publique, longtemps indifférente tout au long des Trente Glorieuses, mais désormais en quête de sens historique depuis les débuts d'une crise économique mais aussi sociétale. Les grandes fouilles du Louvre, durant les années 1980, en mobilisant 200 archéologues et un budget d'environ 10 millions de francs (autant d'euros), ne furent pas pour rien dans ce changement d'échelle.



Fig. 5 - La base de fouille à la ferme de la Tour de Paissy (photo Michel BOUREUX).

Avec une génération plus jeune, les directions des Antiquités, bientôt unifiées dans des services régionaux de l'Archéologie, se firent plus incisives et utilisèrent un nouvel article du Code de l'urbanisme (le fameux R 111.3.2) pour soumettre certaines opérations à un contrôle archéologique. S'il n'existait aucune obligation pour les aménageurs de financer les fouilles préventives, du moins leurs travaux pouvaient-ils être bloqués s'ils risquaient de détruire des sites ; mieux valaient donc payer, quitte à répercuter les coûts des fouilles, de toute façon modestes, sur les futurs clients. Les régions Rhône-Alpes et Lorraine (BLOUET 2009) devinrent en particulier leaders dans ce nouveau climat, la première grâce à l'activité de Jacques Lasfargue, sans doute inventeur du terme « archéologie préventive », qui allait remplacer celle « de sauvetage » (LASFARGUE 2009). En outre, les crédits en provenance des aménageurs et les contrats d'archéologues afférents étaient centralisés dans une association gérée par le ministère de la Culture, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (Afan). Créée à l'origine pour faciliter le versement de leurs crédits aux archéologues bénévoles, elle employait près d'un millier d'archéologues contractuels à la fin des années 1990.

En parallèle, des programmes régionaux similaires se déroulaient, du moins dans le Bassin parisien, comme dans la Bassée, où les fouilles menées par des amateurs enthousiastes mais peu soutenus au départ avaient commencé dès la fin des années 1960 ; dans la vallée de l'Oise, prolongement de celle de l'Aisne, où les opérations, dans la même région administrative, furent gérées comme dans l'Aisne ; et un peu plus tard dans la Marne, à l'initiative du regretté Yves Lanchon, issu lui aussi de l'équipe de l'Aisne.

Dans ce paysage, le programme de la vallée de l'Aisne détonnait désormais beaucoup moins. Outre la base de fouille déjà évoquée, un centre d'étude permanent put être ouvert en 1982 dans l'ancien bâtiment scolaire de la commune de Cuiry-lès-Chaudardes, puis un autre, beaucoup plus ample, à Soissons en 1985, dans le périmètre de l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes. Ce dernier associait dans un même lieu et de manière pionnière l'équipe CNRS, dont des contractuels Afan, une antenne du service régional de l'Archéologie, le service départemental de la ville ainsi qu'une association locale. La création d'une nouvelle association, l'Association pour le sauvetage archéologique de la vallée de l'Aisne (Asava), permit de répartir au mieux les subventions provenant des collectivités locales. L'inauguration du centre de Soissons en présence de la conseillère pour le patrimoine du ministre Jack Lang et d'une délégation du Conseil supérieur de la recherche archéologique faisait mesurer le chemin parcouru en à peine plus de dix années par un programme qui détonnait si fort en ses débuts.

RECONNAISSANCE ET PROFESSIONNALISATION

C'est dans ce contexte que pour la première fois une convention put être signée en 1985 avec les carriers, impliquant de leur part une participation financière au prorata de la surface de leurs carrières. Renouvelée chaque année cette convention associait le service régional de l'Archéologie, les carriers et l'Afan, un comité de pilotage où le CNRS était représenté planifiant ensuite les opérations et permettant une programmation d'ensemble, tout en conservant les principes acquis : le décapage avec un godet lisse sous la surveillance d'un ou d'une archéologue ainsi que le délai nécessaire à la fouille entre le décapage et l'extraction des sables et graviers. D'autres financements continuèrent à être obtenus, comme en 1985 une importante « action thématique programmée » sur les matières premières, dans le cadre d'un appel d'offre à des projets archéologiques lancés en commun par le CNRS, le ministère de la Culture et celui des universités.

Outre les carrières, d'autres opérations préventives, également financées, avaient lieu régulièrement. C'est ainsi que la traversée de la vallée de l'Aisne par l'autoroute A26, dans son tronçon entre Laon et Reims permit l'engagement par l'Afan d'étudiants de l'université de Paris IV, passés à Paris I, dont Sophie Desenne, Sylvain Thouvenot et Frédéric Gransar. Ils rejoignirent l'équipe permanente avant d'être peu à peu stabilisés en son sein. L'opération fut célébrée par l'autoroute au moyen d'un large panneau signalant « les sites archéologiques de la vallée de l'Aisne » (fig. 6) - ce qui dû faire des déçus si, d'aventure, certains automobilistes souhaitèrent visiter lesdits sites puisque, par définition, ils avaient été à chaque fois détruits selon le principe de l'archéologie préventive.

L'opération archéologique était de fait devenue de plus en plus visible. Le réalisateur Jacques Audoir, dans le cadre d'une série de quatre documentaires archéologiques tournés pour la chaîne TF1 (alors publique), en avait réalisé deux dans la vallée de l'Aisne, l'un en 1978 sur le Néolithique, l'autre en 1981 sur les Gaulois. À chaque fois, de manière très



Fig. 6 - La pancarte sur l'autoroute A 26 (photo Pierre LEMONNIER).



Fig. 7 - La maison néolithique reconstituée de Cuiry-lès-Chaudardes (photo Anick COUDART).

innovante, des habitations de l'époque avaient été reconstituées en vraie grandeur par l'équipe (fig. 7), tout comme une série d'expérimentation - taille du silex, façonnage et cuisson des poteries, four à pain, char gaulois attelé, moissonneuse gauloise, etc. - documentaires qui connurent un grand succès. La reconstitution d'une ferme gauloise sur le modèle des constructions fouillées à Villeneuve-Saint-Germain incita le département de l'Aisne à créer à Chassemy un parc archéologique, animé par un étudiant devenu employé, Gérard Fercoq du Leslay. Faute de moyens suffisants, l'initiative périlaita cependant avec le temps, si bien que son responsable partit pour un autre parc archéologique, Samara près d'Amiens, où cette fois le département de la Somme mit les moyens.

Au fil de ces mêmes années, toute une série des anciens étudiantes et étudiants de l'université de Paris I, d'abord stagiaires ou bénévoles sur les fouilles et les études, furent progressivement stabilisés dans diverses institutions. Au CNRS, comme Jérôme Dubouloz, Jean-Paul Farruggia, Yves Guichard, Isabelle Sidéra, Patrice Brun, Caroline Hamon, Pierre Allard, Laurence Manolakakis ; à l'université, comme Mike Ilett, Pascal Ruby, Patrick Pion, Michèle Chartier ; au ministère de la Culture comme Marina Lasserre, Patrick Pion (qui rejoignit ensuite l'université de Paris I), Pierre-Arnaud de Labriffe, Mariannick Le Bolloch et Claudine Pommepuy (ces deux dernières animant l'antenne du service régional de l'Archéologie à Soissons) ; et beaucoup à l'Afan puis à l'Inrap, comme Lamys Hachem, Ginette Auxiette, Bruno Robert, Sylvain Thouvenot, Muriel Boulén, Caroline Colas, Bénédicte Hénon, Michel Bailleu, Corinne Thévenet, Yves Naze, Pascal Le Guen, Richard Cottiaux, Virginie Pelletier, Marc Gransar, Guy Flucher, Cécile Monchablon, Sophie Desenne et donc Frédéric Gransar.

Symétriquement, certains des membres fondateurs de l'équipe, après plus de dix années consacrées à temps plein au programme, estimaient pouvoir développer d'autres projets, comme Anick Coudart

sur l'ethnoarchéologie de la Papouasie, Claude Constantin sur le Néolithique du Hainaut puis du Poitou, et l'auteur de ces lignes sur le Néolithique des Balkans avec Marion Lichardus-Itten, et plus précisément sur le site bulgare de Kovačevo, par lequel passèrent de très nombreux étudiants de l'université de Paris I et des membres de l'équipe de l'Aisne. De fait, les thématiques de l'équipe CNRS s'élargissaient et celle-ci n'était plus centrée sur la seule vallée de l'Aisne, pas plus que sur le seul Néolithique, ce que le nouveau titre « De la sédentarité à l'État » acta. En 1996, l'équipe quitta son petit local de la rue Michelet à l'Institut d'Art et Archéologie pour rejoindre le regroupement des archéologues au sein de la Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie sur le campus de l'université de Nanterre, un projet prévu de longue date. D'abord l'une des équipes de la très vaste UMR « Archéologie et sciences de l'Antiquité » (ArScAn), elle reprit ensuite, comme déjà indiqué, son indépendance en 2012 sous le nom d'Unité mixte de recherche 8215 « Trajectoires » et, tout en restant rattachée à la MAE, s'installa en 2021 dans ses nouveaux locaux de la rue Malher à Paris.

STABILISATION, MAIS AUSSI RÉGRESSION

La montée continue en puissance de l'archéologie préventive jusqu'au millier d'archéologues contractuels de l'Afan à la fin des années 1990, au regard de l'absence d'une législation digne de ce nom, n'avait cessé de provoquer des crises successives, avec en particulier des manifestations et occupations de locaux où les membres de l'équipe de l'Aisne jouèrent un rôle. Les rapports sur cette situation intenable se succédaient, au rythme d'à peu près un tous les ans en moyenne. La signature par la France en 1992 de la Convention dite de Malte sur la protection du patrimoine archéologique faisait de toute façon obligation à notre pays de se mettre en conformité avec ses engagements. À la suite d'une nouvelle crise et du rapport rédigé par Bernard Pêcheur, Bernard Poignant et moi-même fin 1998, la loi sur l'archéologie préventive fut enfin votée et promulguée le 17 janvier 2001. Immédiatement remise en cause, les importantes modifications apportées par la loi de juillet 2003 introduisirent, comme on sait, la concurrence commerciale pour les fouilles préventives.

La loi de 2001 ne faisait que légaliser une situation de fait : la contribution des aménageurs économiques au financement des fouilles préventives, en même temps qu'elle transformait l'Afan en un institut de recherche, l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap). Elle consacrait trente années de luttes de toute une génération, une situation inédite où ce sont les archéologues eux-mêmes qui ont obtenu la transformation de leur discipline, avec une multiplication par sept de leurs effectifs et par cent de leurs budgets (DEMOULE & LANDES 2009, POT 2009, GARCIA 2020, DEMOULE 2020).

Néanmoins, du point de vue du programme de l'Aisne, cette stabilisation au plan national a été en partie une régression au niveau régional (DUBOULOZ 2008, AUXIETTE & DUBOULOZ 2009), du point de vue des techniques comme de celui de la programmation scientifique. En effet, la loi reprenait avec raison le processus mis au point en Lorraine (BLOUET 2009) et qui s'était peu à peu imposé au sein de l'Afan : une phase de diagnostic, sous la forme, en général, de sondages à la pelle mécanique sur environ 10 % de la surface devant être aménagée, suivie d'une phase de fouille selon les résultats du diagnostic. L'Afan, d'ailleurs, procédait plutôt en trois phases, les diagnostics étant suivi d'une « évaluation », qui permettait de préciser beaucoup plus finement les fouilles à entreprendre ; mais la loi en aurait été trop complexe. Or on se souvient que dans la vallée de l'Aisne, les intérêts des carriers et des archéologues convergeant, c'est l'ensemble de la surface qui était décapé et rendait immédiatement lisible la totalité des fouilles à réaliser. La procédure des diagnostics réduisait donc de 90 % cette lisibilité, et les simulations faites sur le plan de sites connus peuvent montrer qu'une grande partie des vestiges risquent d'échapper à la grille des diagnostics, surtout sur des sites anciens (mais importants) et des structures ténues, et oblitérer d'autant les décisions de fouilles (DUBOULOZ 2003 ; AUXIETTE & DUBOULOZ 2009, p. 156-157). Sans compter les lourdeurs bureaucratiques des procédures, aggravées par la mise en concurrence. De fait, si les prescriptions de diagnostics de la part du service régional de l'Archéologie n'ont pas sensiblement diminué depuis lors, en revanche la moitié des surfaces diagnostiquées sont ensuite abandonnées sans faire l'objet de fouilles, alors que dans le système précédent, c'est l'ensemble des surfaces qui était relevé. On se reportera dans ce volume à l'exemple de la commune de Soupir (HÉNON *et al.*, ce volume, figures 2 à 4).

L'autre régression est dans la programmation scientifique. En effet, on passait d'une convention générale avec une lisibilité annuelle et une programmation scientifique pouvant inclure des choix, à une série d'opérations au coup par coup où, en vertu de la « concurrence libre et non faussée », les archéologues qui ont réalisé le diagnostic ne sont pas nécessairement ceux qui feront la fouille, et où les archéologues de l'Inrap - qui ont certes bénéficié de la stabilisation déjà évoquée - sont répartis çà ou là selon les besoins de l'institution à l'échelle de la région, voire au-delà. Les risques provoqués par la concurrence commerciale ont été soulignés de longue date (DEMOULE 2020). Celle-ci, en archéologie, est un détournement de la notion de concurrence telle qu'elle fonctionne normalement. En effet, si un client cherche normalement à acheter le meilleur produit au meilleur prix, ce n'est pas le cas de l'aménageur : il ne cherche pas à « acheter » la meilleure archéologie possible, mais seulement

qu'on « libère » son terrain au moindre prix. D'où la guerre des prix entre structures archéologiques publiques et privées, qui n'a comme seul résultat, en diminuant la durée et les moyens sur le terrain, que la dégradation des conditions de travail des archéologues, et par là de la qualité de la recherche. En outre, les firmes privées bénéficient du « crédit impôt recherche » (CIR), c'est-à-dire que l'argent public leur sert, en leur permettant des prix plus bas, à mettre en péril les institutions archéologiques publiques. Enfin certaines entreprises privées n'ont pas hésité à déposer une plainte auprès de la Commission européenne contre l'Inrap, et bientôt contre les services de collectivités territoriales, pour « concurrence déloyale », ce que la Commission, de par ses orientations, ne peut, tout comme le ministère français des Finances, qu'examiner avec complaisance.

Ainsi, pour revenir à la vallée de l'Aisne, le risque existe bien à terme de dissoudre en partie la cohérence d'une équipe scientifique forgée au fil des années - risque qui menace tout autant des opérations comparables menées dans d'autres régions de France, alors même qu'elles seraient la meilleure option scientifique, de surcroît, dans les régions où elles n'existent pas.

DES INQUIÉTUDES POUR L'AVENIR

L'expérience de la vallée de l'Aisne a donc été partie prenante, et en partie pionnière, des bouleversements qui ont caractérisé le développement de l'archéologie préventive en France, longtemps très en retard par rapport aux autres pays développés. Expérience très positive, tant du point de vue scientifique, par la découverte de nombreux sites nouveaux - qui auraient été sinon détruits sans aucune observation, par leur publication et leur modélisation - que par la formation de jeunes chercheurs, dont beaucoup ont essaimé ensuite dans diverses institutions. La Protohistoire, à peine enseignée en France il y a cinquante ans, l'est maintenant dans une douzaine d'universités. Le terme même de « Néolithique » est depuis plusieurs années entré dans le débat public, notamment avec la question de l'Anthropocène.

Tout n'est pas rose pour autant. Comme il vient d'être souligné, le nouveau système a été dommageable dans le cas du programme de la vallée de l'Aisne, qui devient aussi un révélateur des problèmes actuels. La diminution des prescriptions de fouille est visiblement aussi un effet des pressions politiques et économiques sur certains services régionaux de l'Archéologie. Un cas emblématique supplémentaire dans la vallée de l'Aisne aura été celui de la nécropole gauloise de Soupir. Le carrier, une très grosse société internationale, avait proposé de geler la parcelle qui la contenait, afin d'en faire une « réserve archéologique », ce qui avait été

accepté. En réalité, non seulement il la détruisit pour en extraire le gravier, mais il « reconstitua » l'aspect originel comme s'il ne s'était rien passé. Le ministère de la Culture, informé, porta plainte et en 2021 le procureur de Soissons, en vertu de la nouvelle procédure « plaider coupable », condamna l'entreprise à l'amende dérisoire de... 5 000 euros. Le fait en outre que le financement des diagnostics ne soit plus assuré par une taxe (certes constamment sous-dimensionnée) mais par une étroite enveloppe budgétaire octroyée par le ministère des Finances permet de les limiter en nombre et en extension, d'autant que le même ministère restreint fortement l'ouverture de recrutements à l'Inrap.

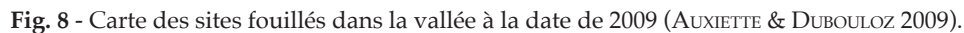
L'abandon de toute planification régionale au profit d'opérations au coup par coup isolées les unes des autres est très dommageable pour la recherche. On le sait, sur les quelque 50 000 hectares « artificialisés » chaque année, seulement un quart environ fait l'objet de diagnostics préliminaires. La concentration sur les « grands travaux », censés concerner de grandes emprises et avec des budgets importants n'est pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le plus efficace scientifiquement (VANMOERKERKE 2017). En Picardie de surcroît, les diagnostics sur les tracés linéaires ont été fort peu fructueux, au regard des grands décapages sur les carrières des vallées de l'Aisne et de l'Oise, pour des raisons visiblement de méthodologie (DUBOULOZ *et al.* 2005, p. 92-93). Il a été proposé depuis longtemps (BRUN *et al.* 2006) de procéder par de larges fenêtres, dont la vallée de l'Aisne est un exemple qui a fait ses preuves, à l'intérieur desquelles tous les aménagements feraient systématiquement l'objet de diagnostics archéologiques quelle que soit leur taille, quitte à laisser de côté, sauf exception, certaines autres régions. C'est d'ailleurs ainsi que procède la recherche en écologie. On est donc en droit d'attendre des instances responsables, dont le Conseil national de la recherche archéologique, une réflexion approfondie sur ces questions cruciales de stratégie scientifique.

PRINCIPAUX ACQUIS SCIENTIFIQUES

Pour terminer néanmoins sur une note positive, il n'est pas inutile de rappeler tout ce que l'expérience de la vallée de l'Aisne a apporté à la recherche archéologique au fil de ce demi-siècle. Outre le nombre d'archéologues en poste qui en sont issus comme cela a été rappelé plus haut, on recensait déjà, en 2009 seulement, 35 mémoires et 25 thèses portant sur le quelque millier de sites-périodes de ladite vallée (fig. 8). Plus concrètement, on peut rappeler, sans nullement chercher l'exhaustivité, quelques-uns, parmi d'autres, des principaux acquis qui, après des bilans plus anciens (COLLECTIF 1982, COLLECTIF 1991), ont été en grande partie recensés en 2005 lors du bilan scientifique dressé pour la Picardie en 2005 (COLLECTIF 2005). Il s'agit d'ailleurs de l'un

Nathalie Sellier (SELLIER & COUTARD 2007). Alors qu'un site magdalénien a pu être étudié en détail un peu plus en aval sur le site de Verberie en bord de l'Oise, aucun ne l'a été jusque-là dans l'Aisne. Le Mésolithique est en revanche bien connu dans le sud du département de l'Aisne, puisque celui du Tardenois a donné son nom au Tardenoisien. Un site avait été repéré par le commandant Octobon parti à l'assaut du Chemin des Dames durant la Première Guerre mondiale, mais il n'a jamais pu être retrouvé depuis. Une importante incinération de cette période, accompagné d'un riche dépôt funéraire, a pu être fouillée à Concevreux (ROBERT *et al.* 2015).

Le Néolithique le plus ancien est évidemment bien connu, puisqu'il fut l'origine de l'implantation de l'équipe (fig. 9). Le site de Cuiry-lès-Chaudardes,



fouillé dans sa quasi intégralité, est une référence pour le Rubané du Bassin Parisien et a permis, avec ses phases successives, d'éclairer l'organisation du village, y compris dans les modes de consommation (HACHEM 2011). Notons aussi la monographie du site de Berry-au-Bac (ILETT & PLATEAUX 1995) ou l'étude de l'industrie lithique (ALLARD 2005, ALLARD & CAYOL 2022). La répartition des habitats tout comme leur typologie sont désormais bien connues, avec d'autres sites exceptionnels comme Menneville, tout comme leur évolution vers la culture de Cerny avec la nécropole et le site monumental de Beaurieux. À la période suivante, la vallée se partage entre le Chasséen à l'ouest et le Michelsberg à l'est, cette dernière culture ayant fait l'objet d'un programme de recherche franco-allemand. Les sites se hiérarchisent clairement, cependant que l'on distingue sites de plaine à enceinte et sites de hauteur en éperon barré et qu'il existe des sépultures monumentales comme à Beaurieux. La diffusion du silex à partir des minières a également donné lieu à un programme de recherche (fig. 10). La grande enceinte de Bazoches-sur-Vesle a pu être fouillée dans l'intégralité de ses 9 hectares. Au troisième millénaire, l'habitat est plus diffus et, à Bazoches là encore, une sépulture collective en pierres et bois a pu être étudiée en détail. Le Campaniforme, enfin, est discrètement présent. Une étude transversale vient de dresser le bilan de l'exploitation animale dans le nord de la France, Aisne comprise, du Néolithique à l'âge du Fer (AUXIETTE & HACHEM 2021).

L'âge du Bronze a laissé aussi des sites spectaculaires, comme Osly-Courtil (LE GUEN

et al. 2005), et permis d'en retracer toute la chronologie, même si les phases des Bronze ancien et moyen y sont moins bien connues (BRUN et al. 2005a, BRUN et al. 2005b). Reliée au complexe dit atlantique dans ces périodes initiales, la vallée semble basculer vers le complexe nord-alpin au moment du Bronze final. Cette dernière période a permis de définir des groupes culturels originaux, comme celui d'Osly-Courtil et de Menneville et plusieurs dizaines de sites, funéraires comme d'habitat, ont été reconnus. Parmi ces derniers, une hiérarchie ternaire se dessine, évolutive au cours du temps. Il s'agit surtout de petits habitats et de durée brève. La photographie aérienne a permis dès l'origine d'identifier de nombreux fossés circulaires funéraires, dont un certain nombre ont été sondés.

Bien qu'à la marge de la zone des résidence princières du Hallstatt final, la vallée connaît à cette époque des sites fortifiés. Les nécropoles de La Tène ancienne y sont nombreuses et régulièrement réparties, ce qui permet de proposer un modèle d'implantation (fig. 11). La nécropole de Bucy-le-Long a pu faire l'objet d'une monographie exhaustive (DESENNE et al. 2009), tandis qu'une exposition a mis en exergue à Soissons cette période en 2011 (DESENNE 2011). Après un apparent dépeuplement au troisième siècle avant notre ère, émergent de grands habitats de plaine, comme Villeneuve-Saint-Germain (le *Noviodunum* de la guerre des Gaules), fouillé conjointement par l'équipe bénévole du regretté Jean Debord et par le CNRS, ainsi que Condé-sur-Suippe, tous deux fouillés sur plusieurs hectares, avec un urbanisme orthogonal très organisé et dont une publication détaillée reste à

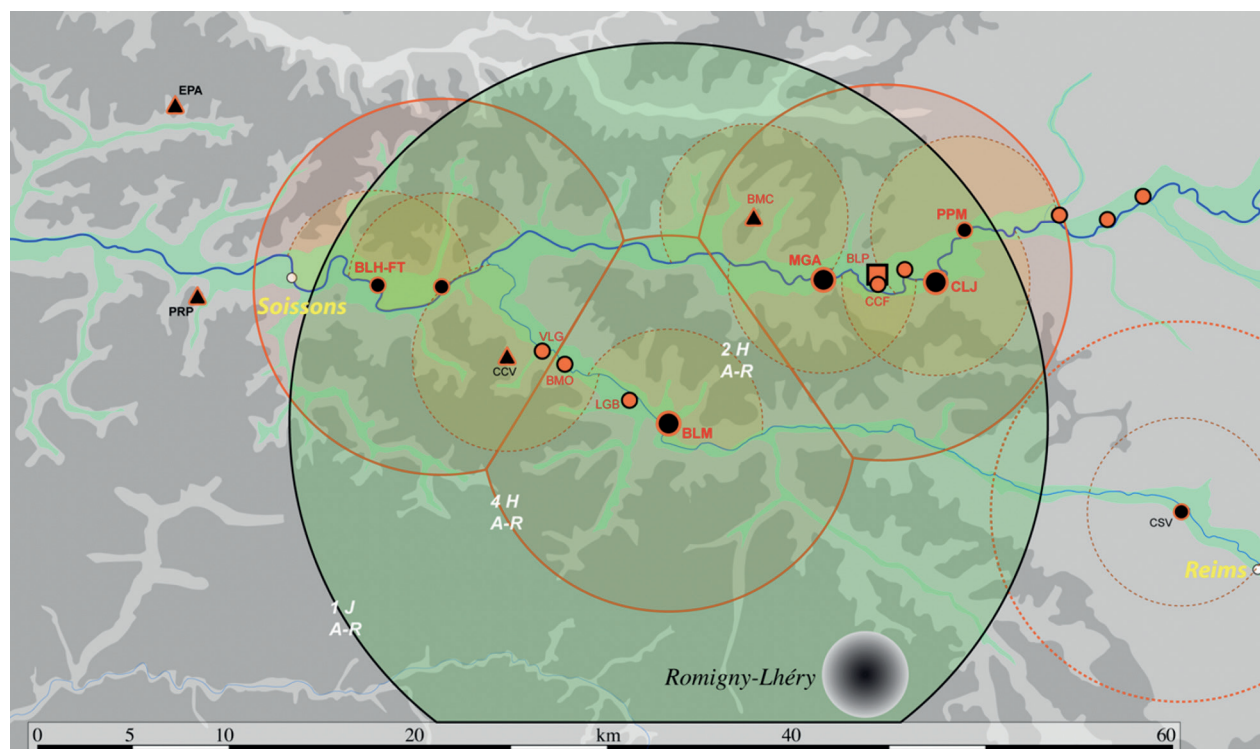


Fig. 10 - Implantation des sites du Néolithique moyen dans la vallée de l'Aisne (DUBOULOZ et al. 2005).

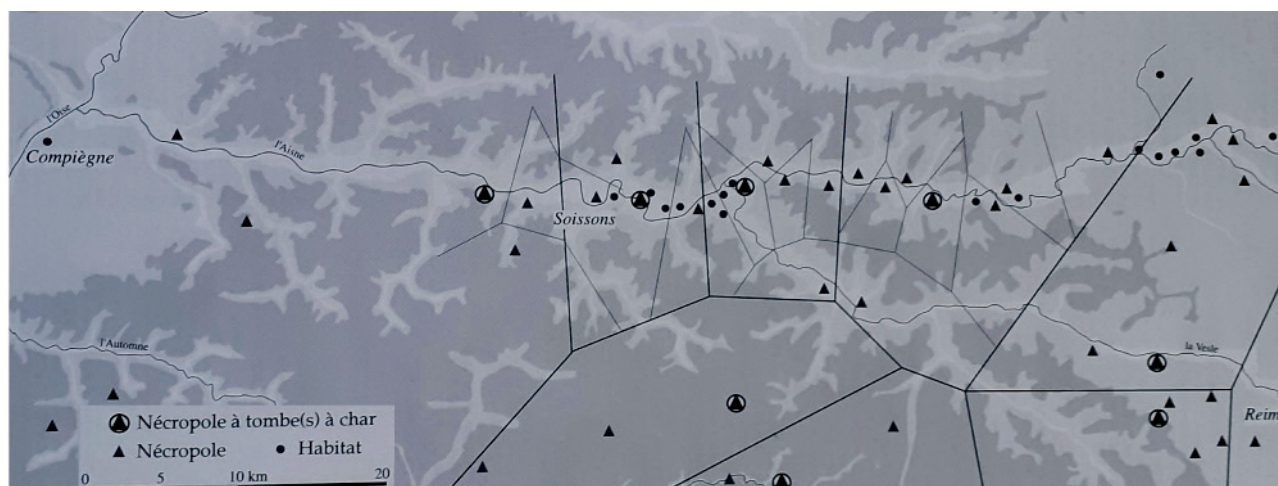


Fig. 11 - Implantation des nécropoles de La Tène ancienne dans la vallée de l'Aisne, avec polygones de Thyssen (DEMOULE 1999).

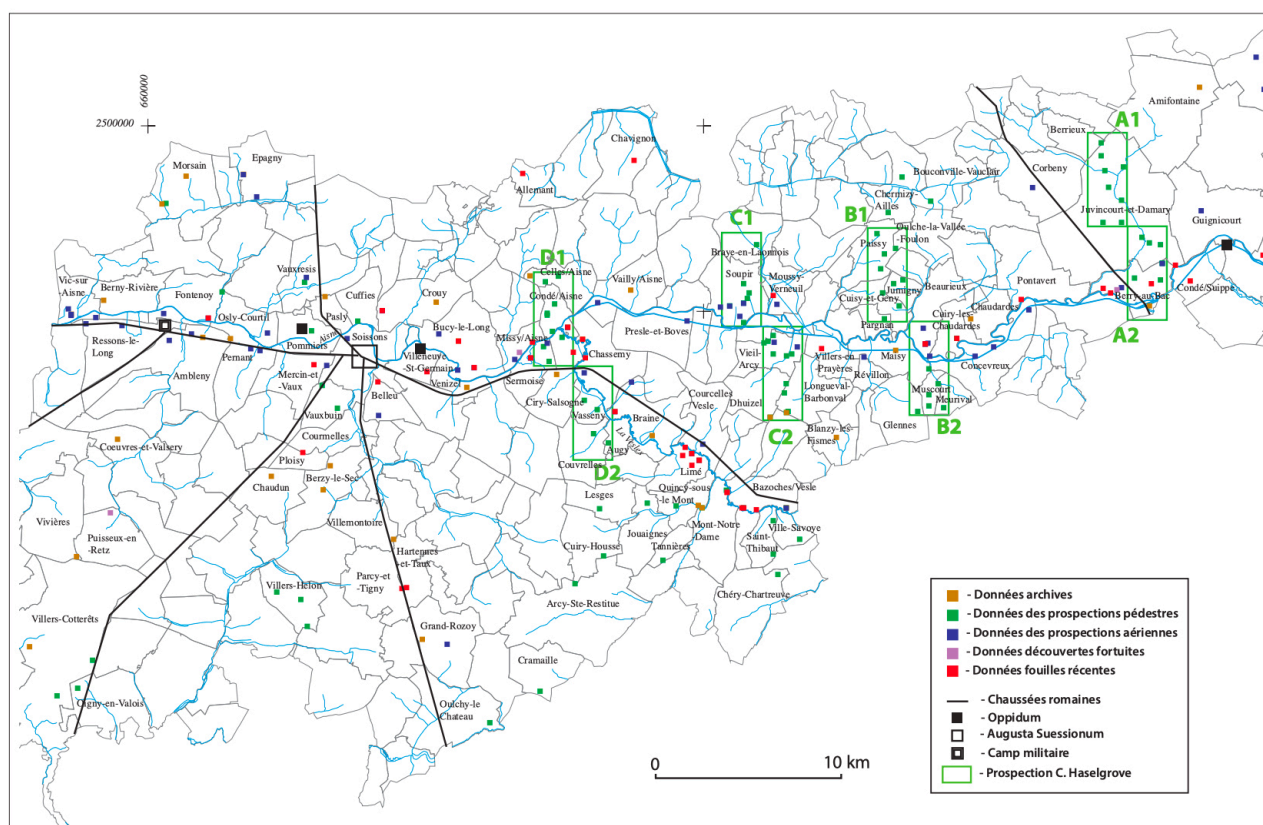


Fig. 12 - Implantations de la période gallo-romaine dans la vallée de l'Aisne et de la Vesle (DUVETTE 2017).

faire - sans compter les sites fortifiés de hauteur, comme Pommiers. À cela s'ajoutent fermes, enclos (comme à Braine, cf. AUXIETTE & DESENNE 2017) et traces diverses de parcellaires (MALRAIN *et al.* 2005), ainsi que toutes les structures de stockage bien étudiées par Frédéric Gransar dans sa thèse. Cette période a bénéficié aussi de l'apport de l'équipe britannique de Colin Haselgrove, de l'université de Durham, qui a mené des fouilles, notamment à Soupir et Beurieux, mais aussi de nombreuses prospections de surface (HASELGROVE 1996, 2011).

L'époque gallo-romaine a fait l'objet de fouilles programmées à long terme comme celles d'Alix Barbet sur l'établissement à peintures

murales de Mercin-et-Vaux et la villa de Limé, ou de Michel Reddé sur le camp militaire romain d'Arlaines. Mais elle a été rencontrée par ailleurs sur plusieurs dizaines de sites à l'occasion d'opérations préventives, comme à Bazoches-sur-Vesle, Juvincourt-et-Damary, Menneville, Soupir, Villeneuve-Saint-Germain, Beurieux, Ploisy ou Limé (DUVETTE 2017 ; fig. 12). Ces opérations, pas toutes publiées, permettent de retracer le passage des fermes gauloises aux exploitations antiques classiques et d'établir une typologie des différents établissements, tandis que les traces de parcellaires sont nombreuses. La vision de la ville de Soissons elle-même, l'antique *Augusta Suessionum*, a été fortement renouvelée depuis une décennie par de

nombreux diagnostics et des fouilles - dans le cadre d'un programme collectif sous la responsabilité de Richard Fronty et Anthony Lefèvre.

Le Premier Moyen Âge a été identifié à plusieurs reprises, et des fouilles extensives d'habitats ont été menées en particulier à Condé-sur-Aisne et Juvincourt-et-Damary (BLARY *et al.* 2005). Une habitation de ce second site a été reconstituée dans l'espace de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons. Aussi l'émergence de ces villages peut désormais faire l'objet de premières synthèses (HUGONNIER *et al.* 2014, 2020). Au cours du Moyen Âge classique les villages s'implanteront définitivement sur leurs emplacements actuels. Si les interventions archéologiques en sont rendues plus complexes, elles tendent néanmoins à se multiplier depuis une décennie et à ouvrir ainsi de nouveaux champs de recherche.

Quant aux périodes ultérieures, la Première Guerre mondiale, on le sait, a laissé des traces marquantes sur de nombreux sites archéologiques, tranchées, entonnoirs d'obus sinon armes encore intactes, voire restes humains. Jadis considérés comme de simples perturbations, ces vestiges ont désormais débouché sur une véritable archéologie des conflits récents (DESFOSSÉS *et al.* 2008). Ainsi, si le corps du soldat britannique découvert en 1974 sur le site néolithique de Cuiry-lès-Chaudardes avait été simplement remis au service des inhumations militaires de son pays, depuis de tels vestiges sont d'abord traités archéologiquement (voir FLUCHER, ce volume).

On n'aura donné ici qu'un bref aperçu de l'impressionnante moisson de données acquises en un demi-siècle. Beaucoup de travail reste encore pour en publier l'essentiel, sans compter les fouilles qui se poursuivent - et même si, on l'a dit, les procédures actuelles constituent une régression par rapport aux grands décapages antérieurs aux années 2000 et face aux destructions irrémédiables qui ne font que s'amplifier. Dans tous les cas, l'histoire de la vallée de l'Aisne est emblématique des changements historiques qui ont caractérisé la recherche archéologique française pendant ce même demi-siècle.

BIBLIOGRAPHIE

AGACHE Roger (1968) - « Nord et Picardie ». *Gallia préhistoire*, tome 11, fascicule 2, p. 267-309.

ALLARD Pierre (2005) - *L'industrie lithique des populations rubanées du nord-est de la France et de la Belgique*. Verlag M. Leidorf GmbH, Rahden, 321 p. (Internationale Archäologie ; 86).

ALLARD Pierre & CAYOL Nicolas (2022) - « Industrie lithique et activités domestiques au Néolithique ancien : le Rubané de la vallée de l'Aisne ». *Bulletin de la Société Préhistorique française*, tome 119, 2, p. 223-257.

AUXIETTE Ginette & DUBOULOZ Jérôme (2009) - « Héritages d'une expérience trentenaire d'archéologie préventive dans la vallée de l'Aisne », dans DEMOULE Jean-Paul & LANDES Christian (dir.) - *La fabrique de l'archéologie en France*. La Découverte & Inrap, Paris, p. 147-162.

AUXIETTE Ginette & HACHEM Lamys (2021) - *Farm, Hunt, Feast, Celebrate: Animals and Society in Neolithic, Bronze and Iron Age Northern France*. Sidestone Press, Leiden, 341 p.

AUXIETTE Ginette, DESENNE Sophie, BAUVAIS Sylvain, GAUDEFRY Stéphane, GRANSAR Frédéric, GRATUZE Bernard, HENON Bénédicte *et al.* (2017) - « Une trajectoire singulière. Les enclos de Braine "la Grange des Moines" (Aisne) à La Tène finale ». *Revue archéologique de Picardie*, 3/4, 340 p.

BELLON Élisabeth & MONTAGNE-BORRAS Aurélie (2007) - « Les archives de l'équipe "Protohistoire européenne, de la sédentarisation à l'État" (Maison René Ginouvès, archéologie et ethnologie) ». *Les nouvelles de l'archéologie*, n° 110, p. 61-64.

BLARY François, DERBOIS Martine & LEGROS Vincent (2005) - « Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question », dans La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives. *Revue archéologique de Picardie*, Amiens, p. 223-246 (*Revue archéologique de Picardie* ; 3-4).

BLOUET Vincent (2009) - « Le développement de l'archéologie préventive en Lorrain », dans DEMOULE Jean-Paul & LANDES Christian (dir.) - *La fabrique de l'archéologie en France*. La Découverte & Inrap, Paris, p. 200-209.

BOUREUX Jean-Pierre, COUDART Anick, DEMOULE Jean-Paul & ROBERT Bruno (2017) - « Michel Boureux (5 juin 1937 - 9 novembre 2016) ». *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, p. 5-10.

BOUREUX Michel (1972) - *Contribution à l'étude du Quaternaire de la vallée de l'Aisne dans son secteur tertiaire*. Thèse d'Université, Université de Reims, 2 volumes.

BOUREUX Michel (1978) - *Le passé de l'Aisne vu du ciel*. Comité Départemental du Tourisme de l'Aisne, Soissons, 162 p.

BOUREUX Michel & COUDART Anick (1978) - « Implantations des premiers paysans sédentaires dans la vallée de l'Aisne ». *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, tome 75, n° 5, p. 341-360.

BRUN Patrice, BUCHEZ Nathalie, GAUDEFRY Stéphane & TALON Marc (2005a) - « La Protohistoire ancienne en Picardie », dans La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives. *Revue archéologique de Picardie*, Amiens, p. 99-120 (*Revue archéologique de Picardie* ; 3-4).

BRUN Patrice, CATHELINAIS Coralie, CHATILLON Sébastien, GUICHARD Yves, LE GUEN Pascal & NERE Éric (2005b) - « L'âge du Bronze dans la vallée de l'Aisne », dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (dir.) - *L'Âge du Bronze du nord de la France dans son contexte européen. Actes du 125^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*. Éditions du CTHS, Paris, p. 189-208.

BRUN Patrice, MARCIGNY Cyril & VANMOERKERKE Jan (2006) - *Une archéologie des réseaux locaux : quelles surfaces étudier pour quelle représentativité ?* Maison des sciences de l'homme, Paris, 96 p. (*Les Nouvelles de l'archéologie* ; p. 104-105).

COLLECTIF (1982) - *Vallée de l'Aisne : cinq années de fouilles protohistoriques*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, 280 p. (Revue archéologique de Picardie. Numéro spécial ; 1).

COLLECTIF (1991) - *Archéologie d'une vallée. La vallée de l'Aisne des derniers chasseurs-cueilleurs au premier royaume de France*. Association pour le développement du musée de Soissons, Soissons, 140 p.

COLLECTIF (2005) - *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, 346 p. (Revue archéologique de Picardie ; 3-4).

DEMOULE Jean-Paul (1999) - *Chronologie et société dans les nécropoles de la culture Aisne-Marne du VI^e au III^e siècle avant notre ère*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, 406 p. (Revue archéologique de Picardie. Numéro spécial ; 15).

DEMOULE Jean-Paul (2011) - « Gérard Bailloud : les années URA 12 (1976-1984) ». *Bulletin de la Société préhistorique française*, tome 108, n° 3, p. 533-539.

DEMOULE Jean-Paul (2012) - « Quarante ans après : une génération », dans GERNEZ Guillaume & GIRAUD Jessica (eds) - *Aux marges de l'archéologie : hommage à Serge Cleuziou*. De Boccard, Paris, p. 19-33.

DEMOULE Jean-Paul (2013) - « L'enseignement de la Protohistoire à Paris I », dans KRAUSZ Sophie, COLIN Anne, GRUEL Katherine, RALSTON Ian & DÉCHEZLEPRÊTRE Thierry (dir.) - *L'âge du Fer en Europe : mélanges offerts à Olivier Buchsenschutz*. Ausonius, Bordeaux, p. 59-67 (Mémoire ; 32).

DEMOULE Jean-Paul (2020) - *Aux origines, l'archéologie. Une science au cœur des grands débats de notre temps*. La Découverte, Paris, 331 p.

DEMOULE Jean-Paul (2021) - « Bohumil Soudský et l'archéologie française », dans DJINDJIAN François (dir.) - *Historiographie de préhistoriens et de protohistoriens français du XX^e siècle. Proceedings of the XVIII UISPP World Congress (4-9 June 2018, Paris, France)*. Archaeopress, Oxford, p. 74-83 (UISPP Proceedings Series ; 19).

DEMOULE Jean-Paul & LANDES Christian (2009) - *La fabrique de l'archéologie en France*. La Découverte & Inrap, Paris, 301 p.

DESENNE Sophie (dir.) (2011) - *Celtes et Gaulois, deux chemins vers l'au-delà*. Catalogue d'exposition. Musée de Soissons, Soissons, 215 p.

DESENNE Sophie, POMMEPUY Claudine & DEMOULE Jean-Paul (2009) - *Bucy-le-Long (Aisne). Une nécropole de La Tène ancienne (V^e-IV^e s. avant notre ère)*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, 3 vol. (Revue archéologique de Picardie. Numéro spécial ; 26).

DESFOSSÉS Yves, JACQUES Alain & PRILAUX Gilles (2008) - *L'archéologie de la Grande Guerre*. Éditions Ouest-France-INRAP, Rennes, 127 p.

DUBOULOZ Jérôme (2003) - « Évaluation des méthodes de diagnostic : simulation sur des sites réels », *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 91, p. 46-50.

DUBOULOZ Jérôme (2008) - « Beaucoup de sable et un peu de terre noire », dans *Constructions de l'archéologie*. Inrap, Paris, p. 48-55 (Archéopages. Hors-série ; 1).

DUBOULOZ Jérôme, BOSTYN Françoise, CHARTIER Michèle, COTTIAUX Richard & LE BOLLOCH Mariannick (2005) - « La recherche archéologique sur le Néolithique de la Picardie », dans *La recherche archéologique en Picardie : bilans*

et perspectives. Revue archéologique de Picardie, Amiens, p. 63-98 (Revue archéologique de Picardie ; 3-4).

DUVETTE Laurent (2017) - « La vallée de l'Aisne », dans REDDÉ Michel (dir.) - *Gallia Rustica 1. Les campagnes du nord-est de la Gaule, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive*. Ausonius éditions, Bordeaux, p.353-388 (Mémoires ; 49).

GARCIA Dominique (2020) - « L'archéologie préventive en France : du sauvetage du patrimoine ancien à l'émergence de pratiques scientifiques et au partage de la connaissance ». *Histoire de la recherche contemporaine*, IX, 2, p. 169-177.

HACHEM Lamys (2011) - *Le site néolithique de Cuiry-lès- Chaudardes - I. De l'analyse de la faune à la structuration sociale*. Verlag M. Leidorf, Stellerloh, 549 p. (Internationale Archäologie ; 120).

HASELGROVE Colin (1996) - « Roman impact on rural settlement and society in southern Picardy », dans ROYMANS Nico (dir.) - *From the sword to the plough : three studies on the earliest romanisation of northern Gaul*. Amsterdam University Press, Amsterdam, p. 127-187. (Amsterdam archaeological studies ; 1).

HASELGROVE Colin (2011) - « Reflections on the Iron Age background to the emergence of villa landscapes in northern France », dans ROYMANS Nico & DERKS Ton (eds) - *Villa Landscapes in the Roman North : economy, culture and lifestyles*. Amsterdam University Press, Amsterdam, p. 45-60 (Amsterdam archaeological studies ; 17).

HUGONNIER Louis, ARBAULT Stéphane, DERBOIS Martine, DESPLANQUE Gilles, FRONTY Richard, MARECHAL Denis & RASSAT Sylvain (2014) - « État de la recherche sur le «fait villageois» en Picardie méridionale. Nouvelles données et nouvelles perspectives ». *Archéopages*, 40, p. 56-67.

HUGONNIER Louis, CUVILLIER Germain, DESPLANQUE Gilles, FONT Caroline, MARECHAL Denis, RASSAT Sylvain, VEYSSIER Danaël & ZIEGLER Sébastien (2018) - « Habitats alto-médiévaux en Picardie. Premiers bilans (2005-2014) sur les territoires de l'Aisne et de l'Oise », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, p. 229-238.

ILETT Michael & PLATEAUX Michel (1995) - *Le site néolithique de Berry-au-Bac : "Le Chemin de la Pêcherie" (Aisne)*. CNRS Éditions, Paris, 215 p. (Monographie du CRA ; 15).

LASFARGUE Jacques (2009) - « Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes », dans DEMOULE Jean-Paul & LANDES Christian (dir.) - *La fabrique de l'archéologie en France*. La Découverte & Inrap, Paris, p. 178-188.

LE GUEN Pascal, AUXIETTE Ginette, BRUN Patrice, DUBOULOZ Jérôme, GRANSAR Frédéric & POMMEPUY Claudine (2005) - « Apport récent sur la transition âge du Bronze - âge du Fer dans la vallée de l'Aisne, Osly-Courtil "la Terre Saint-Mard". Processus de différenciation de l'habitat au cours du Bronze final », dans AUXIETTE Ginette & MALRAIN François (dir.) - *Hommage à Claudine Pomme-puy*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, p. 141 162 (Revue archéologique de Picardie. Numéro spécial ; 22).

MALRAIN François, GAUDEFROY Stéphane & GRANSAR Frédéric (2005) - « La Protohistoire récente : III^e siècle - première moitié du 1^{er} siècle avant notre ère », dans *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*. Revue archéologique de Picardie, Amiens, p. 127-167 (Revue archéologique de Picardie ; 3-4).

MARÉCHAL Denis (2021) - « Détection des sites du Bronze final à La Tène ancienne dans le département de l'Oise. Une approche critique », dans LEROY-LANGELIN Emmanuelle & LORIN Yann (dir.) - *Habata 2 : méthodologie et interprétation*

des habitats. Actes du colloque de Lille, 3 et 4 octobre 2019. Revue du Nord, Villeneuve d'Ascq, p. 345-357 (Revue du Nord. Hors série. Collection Art et Archéologie ; 29).

POT Nicole (2009) - « L'Inrap, une construction difficile et mouvementée », dans DEMOULE Jean-Paul & LANDES Christian(dir.) - *La fabrique de l'archéologie en France*. La Découverte & Inrap, Paris p. 266 -280.

ROBERT Bruno, ALLARD Pierre, HAMON Caroline, LEDUC Charlotte, MAIGROT Yolaine, NAZE Yves & THEVENET Corinne (2015) - « Tombe à incinération du Mésolithique à Concevreux (Aisne) ». *Revue archéologique de Picardie*, 3/4, p. 15-32.

L'auteur

Jean-Paul DEMOULE
jean-paul.demoule@univ-paris1.fr
UMR 8215 Trajectoires
9 rue Malher
75004 Paris
France

Résumé

Le programme des fouilles archéologiques de la vallée de l'Aisne, est étroitement lié à l'évolution de l'archéologie préventive depuis plus de cinquante ans. Dès les années 1970, des archéologues, d'horizons variés tant institutionnels que géographiques, ont travaillé de concert dans la vallée de l'Aisne, développant dans les carrières de granulats des méthodes de travail et de recherches qui définiront les bases de l'archéologie préventive et influenceront largement le développement de l'archéologie métropolitaine. Ce demi-siècle de recherche a fait l'objet de nombreux combats menés pour faire évoluer la discipline au niveau national, et permis de nombreux acquis scientifiques et la fouille de sites phares. Ces résultats sont le fruit du travail collectif d'une équipe permanente, de parcours d'archéologues singuliers et de nombreux échanges. Tourné vers le Néolithique, ce programme de recherche s'est ouvert à d'autres horizons chronologiques et permet d'esquisser un tableau de l'implantation humaine dans la vallée de l'Aisne durant toute la Protohistoire.

Mots clés : archéologie préventive, vallée de l'Aisne, méthode de fouille, politique de la recherche.

Abstract

The program of archaeological excavations in the Aisne valley, has been closely linked to the evolution of preventive archaeology for more than fifty years. Since the 1970s, archaeologists and geographers from various institutions have worked together in the Aisne valley, developing in gravel quarries methods of work and research that would define the basis of preventive archaeology and would greatly influence the development of urban archaeology. This half-century of research has been the subject of many debates to evolve the discipline at the national level, and has enabled many scientific achievements and the excavation of key sites. These results are due to the collective work of a permanent full time team, of singular individual archaeologists and their many exchanges. Oriented towards the Neolithic, this research program has been opened to other periods and allows us to sketch a picture of the human life in the valley of the Aisne throughout Protohistory.

Keywords : preventive archaeology, Aisne valley, excavation methods, research policy.

Traduction : John Lynch

Zusammenfassung

Die Plangrabungen im Tal der Aisne stehen in engem Zusammenhang mit der seit über 50 Jahren aktiven Präventivarchäologie. Seit den 1970er Jahren arbeiten Archäologen unterschiedlicher institutioneller und geografischer Herkunft im Tal der Aisne zusammen. Sie haben in den Steinbrüchen Forschungsmethoden entwickelt, welche den Grundstein der Präventivarchäologie gelegt und die Archäologie in Frankreich wesentlich geprägt haben. Dieses halbe Jahrhundert der archäologischen Forschung mit ihren zahlreichen Kontroversen hat wesentlich zur Weiterentwicklung der Disziplin auf nationalem Niveau beigetragen, zahlreiche wissenschaftliche Errungenschaften hervorgebracht, zudem wurden bedeutende Fundplätze ergraben. Diese Ergebnisse beruhen auf der gemeinsamen Arbeit eines Teams von Archäologen und deren intensivem Informationsaustausch. Das ursprünglich auf das Neolithikum ausgerichtete Forschungsprogramm wurde auf andere chronologische Horizonte erweitert, es ermöglicht es heute sich ein Bild von der menschlichen Besiedlung des Aisne-Tals im Laufe der Frühgeschichte zu machen.

Schlüsselwörter : Präventivarchäologie, Aisne-Tal, Grabungsmethode, Forschungspolitik.

Traduction : Isa ODENHARDT-DONVEZ (isa.odenhardt@gmail.com).

SELLIER Nathalie & COUTARD Sylvie (2007) - « Données récentes sur le Paléolithique moyen de l'Aisne : une occupation du Weichselien ancien à Courmelles », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, p. 5-16.

VANMOERKERKE Jan (2017) - « Quelle archéologie préventive face à un aménagement du territoire en évolution permanente ? Analyse structurale des terrassements effectués annuellement en France : nombre, surface, position relative et représentativité : perspectives pour une archéologie préventive raisonnée et durable ». *Bulletin de la Société archéologique champenoise*, t. 110, n° 4, p. 59-174.

45 €

